

ÉNERGIE SAGUENAY

PROJET DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE DE LIQUÉFACTION DE GAZ NATUREL À SAGUENAY

Deuxième partie de l'audience publique du BAPE

Commentaire

présenté au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Par

Valeria Mejia Ruiz

21 octobre 2020

Au président, M. Denis Bergeron Au commissaire, M. Laurent Pilotto

Bonjour, je m'appelle Valeria Mejia Ruiz,

Je suis préoccupée et je m'oppose au projet de GNL-Québec pour les raisons suivantes, fournies par l'organisme Équiterre par l'entremise d'un courriel. Leurs arguments ci-dessous me touchent particulièrement, puisque l'environnement, le futur du Québec et les droits humains me tiennent énormément à cœur.

Pour ce qui est de la crise climatique, à lui seul, ce projet générerait des émissions de l'ordre de 50 mégatonnes de GES/an 2 (de l'extraction jusqu'à la combustion), soit l'équivalent d'environ 10 millions de voitures supplémentaires par an sur nos routes. En temps de crise climatique, ce projet est un non-sens. Sur un horizon de 25 ans, ce serait une augmentation de 1 milliard de tonnes de gaz à effet de serre, soit l'équivalent des émissions de 200 millions de voitures. Ensuite, sur l'ensemble de son cycle, le projet de GNL-Québec annulerait en une année tous les efforts de réduction de GES du Québec faits depuis 1990 et empêcherait la transition complète et nécessaire vers les énergies renouvelables. Sans oublier que la compagnie GNL-Québec n'a pas démontré concrètement la carboneutralité de son usine de liquéfaction, il n'y a que des scénarios. À ce jour, la compagnie n'a aucun contrat pour prouver que son gaz remplacerait du charbon ailleurs dans le monde.

Ensuite, l'impact sur les bélugas qui habitent le Fjord est indéniable. La survie du béluga est menacée par l'augmentation du trafic occasionné par les méthaniers qui sillonnaient le Fjord. On parle de 320 passages de ces gigantesques navires (300 mètres de long) par année dans le Fjord. Il ne reste plus que 800 bélugas dans le Ford et leur déclin est alarmant. Des chercheurs ont demandé un moratoire sur l'augmentation du trafic pour

assurer la survie du béluga. De plus, l'augmentation de trafic maritime prévu occasionnerait 5 fois plus de bruit dans le Fjord du Saguenay, ce qui est critique pour la survie de l'espèce. Cette augmentation de cinq fois les périodes de bruits intenses est très préoccupante, car c'est aussi une destruction de l'habitat du béluga si on considère la notion de zone de tranquillité. En effet, ceux-ci ont besoin de communiquer entre eux pour manger et socialiser et les bruits imposés par l'humain les en empêchent. Les bruits leur causent beaucoup de stress et changent dramatiquement leur comportement.

Par la suite, économiquement parlant la vaste majorité des investissements de GNL/Gazoduc iraient à l'extérieur du Québec puisque les promoteurs sont États-Uniens et que le gaz proviendrait de l'Alberta. À ce jour, la compagnie n'a aucun contrat pour prouver que son gaz remplacerait du charbon sale ailleurs dans le monde. Les investisseurs du projet sont installés dans des paradis fiscaux, et les retombées fiscales pour le Québec sont minimales : « il semble que le taux d'imposition des dividendes versés aux différents investisseurs du projet pourrait avoisiner 5 %. Un taux d'imposition aussi bas s'explique par les ententes fiscales bilatérales signées par le Canada avec Hong Kong et les États-Unis. Si les commanditaires avaient été des résidents canadiens, le taux d'imposition aurait plutôt été de 39,9 % »¹.

Pour continuer, le projet de GNL-Québec divise la population de Saguenay. Il n'y a pas d'acceptabilité sociale à travers le Québec : une pétition a recueilli plus de 85 000 signatures. De nombreuses lettres ouvertes co-signées par 40 économistes, 126 universitaires, 160 scientifiques ont été publiées : 250 médecins se sont prononcés contre le projet ; de nombreux groupes communautaires, écologistes, associations étudiantes sont mobilisés sur le terrain. De plus, les Autochtones ont certainement leur mot à dire également et en tant que premiers habitants, alors ils sont en tout droit d'être écoutés et

¹ Voir l'étude de l'IRIS sur la structure financière du projet GNL Québec pour plus de détails.

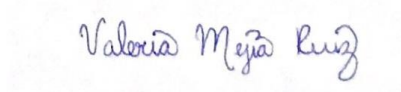
respectés. Ainsi, le gouvernement se doit d'écouter TOUT son peuple, car son but premier et de travailler pour lui et non contre lui.

Un autre aspect qui n'en ressortirait pas idem est la sécurité publique. Le gaz comporte des risques de déversement et d'explosion : le déversement complet d'un réservoir de méthanier se ferait en 30 minutes, et son évaporation serait complétée en 2-3 heures. Et ce n'est pas fini, le nuage d'explosion d'un méthanier est évalué à un rayon de 2 kilomètres.

Finalement, le point précédent a un impact direct sur la santé des Québécois. La fracturation hydraulique (la technique d'extraction utilisée pour le gaz pour alimenter l'usine de liquéfaction) accroît les cas de leucémie, de maladies cardiaques, respiratoires et endocriniennes.

Bref, toutes ces raisons alimentent mon opposition pour le projet GNL. J'espère que cette fois les preuves scientifiques et le désir de préserver l'intégrité des Québécois seront plus grands que les enjeux politiques et les profits monétaires.

Merci de votre attention et au plaisir d'entendre parler du sujet en tant que projet clos.

A handwritten signature in blue ink that reads "Valeria Mejia Ruiz". The signature is written in a cursive style and is centered within a light blue rectangular stamp.

Valeria Mejia Ruiz